

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-04-04 DU 12 OCTOBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 12 octobre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 6 octobre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la mairie sous
la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 31

Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 2

Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : /

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,
D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, G. GENTHON, M. FAYET, J.
GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI SANTO, B.
LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N.
SALMON, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN, L. NASSISI, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

R. MESLEM pouvoir à J.C. DURA

A. VERJUS pouvoir à J.N. SALMON

ABSENTS EXCUSES : /

**OBJET : DEMATERIALISATION DE LA TRANSMISSION DES ACTES AU CONTROLE DE
LEGALITE : ACTUALISATION DE LA CONVENTION AVEC LA PREFECTURE DE L'ISERE**

NOTE DE SYNTHESE

L'article L2131-1 du code général des collectivités territoriales pose le principe de transmission des
actes pris par les autorités communales et l'article L.2131-2 du même code dresse la liste des actes
soumis à ce principe.

Lorsqu'ils sont soumis à cette obligation, les actes sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été
procédé à leur publication ou affichage ainsi qu'à leur transmission en préfecture.

Cette transmission en préfecture peut s'effectuer par voie électronique.

Le dispositif ACTES (Aides au Contrôle de légalité dématErialisé) est proposé par l'Etat et permet
la dématérialisation de la transmission des actes au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire.

A ce titre, ACTES permet

- de transmettre électroniquement au contrôle de la légalité ou au représentant de l'Etat,
- de tracer les échanges,
- d'accélérer les échanges, avec la réception immédiate de l'accusé de réception

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-04-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020

- de simplifier les circuits de transmission,
- de réduire les coûts de transmission.

Sont concernés par ce dispositif, les délibérations, les arrêtés, les documents budgétaires et financiers, les marchés publics et les contrats de concessions.

Sont exclus de cette transmission électronique, tous les actes d'urbanisme (délibérations, documents d'urbanisme et autorisation droit des sols).

Actuellement la commune de Villefontaine ne télétransmet que les délibérations, en vertu d'une convention signée en 2008 et reconduite chaque année.

Une circulaire n°2020-10 du 27 juillet 2020 invite les collectivités à privilégier la télétransmission de leurs actes via la plateforme dédiée à cet effet.

Il convient donc d'actualiser la convention signée entre la commune et la préfecture pour pouvoir télétransmettre, en plus des délibérations, les arrêtés, les documents budgétaires et financiers, les marchés publics et les contrats de concessions de la commune.

La présente délibération a pour objet :

- D'autoriser la commune à recourir à la télétransmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité : délibérations, arrêtés, documents budgétaires et financiers, marchés publics et contrats de concessions ;
- D'autoriser le maire à signer le marché avec l'opérateur de télétransmission ;
- D'autoriser le maire à signer la future convention avec le représentant de l'État dans le département.

Vu les articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales relatif à la transmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité,

Vu les articles R.2131-1 à R.2131-4 du code général des collectivités territoriales relatifs à la transmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité,

Vu l'article D. 2131-5-1 du code général des collectivités territoriales fixant le seuil de transmission des marchés publics à 209 000 € HT,

Accusé de réception en préfecture 038-213805534-20201012-2020-04-04-DE Date de télétransmission : 19/10/2020 Date de réception préfecture : 19/10/2020

Vu la convention pour la transmission des actes soumis à une obligation de transmission au représentant de l'Etat signée entre la Préfecture de l'Isère et la commune de Villefontaine en date du 27 octobre 2008,

Vu la circulaire n°2019-03 du 5 juin 2019 relative à la dématérialisation des actes de la commande publique,

Vu la circulaire n°2020-10 du 27 juillet 2020 relative à la transmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité,

Vu l'avis favorable à la majorité de la commission Finances et action municipale du 30 septembre 2020,

Vu le projet de convention pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE la commune à recourir à la télétransmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité : délibérations, arrêtés, documents budgétaires et financiers, marchés publics et contrats de concessions.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché avec l'opérateur de télétransmission.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la future convention pour la transmission électronique des actes avec le représentant de l'État dans le département.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 12 octobre 2020

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-04-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020